

# Le Canada, c'est quoi?

*par le Parti Communiste Révolutionnaire*

## Introduction

Le Canada est un État capitaliste, colonialiste et impérialiste. On peut donc dire que le Canada est une société divisée entre différentes classes sociales, dont les intérêts se heurtent entre eux. Au sommet, il y a la bourgeoisie – les capitalistes qui possèdent les moyens de production et qui s'approprient, directement ou indirectement, la valeur de surplus sur le dos du travail de la classe ouvrière. Aux côtés de ces exploiters, on retrouve leurs fidèles agents qui travaillent à préserver le système. À l'autre bout, il y a la classe ouvrière, la grande majorité, qui ne peut survivre qu'à la sueur de son front.

Mais, vu que le Canada est aussi un État colonial de peuplement qui est venu au monde par la colonisation des territoires autochtones et qui renferme encore dans des colonies internes les nations qu'il a massacrées et déplacées de force, sa structure de classe est affectée par cette contradiction entre colonisateur et colonisé. La société formée par les colons au Canada bénéficie d'un développement avancé de ses forces de production qui diffère de celui qui est vécu par les communautés autochtones vivant sous la domination coloniale.

Enfin, le Canada est un pays impérialiste. Suite à la dévastation causée par le vol systématique et organisé des territoires des peuples autochtones, et en tandem avec l'exploitation de la classe ouvrière et de l'exportation de capital, le Canada est devenu une puissance impérialiste de premier plan. Cela affecte aussi sa structure de classe, menant à l'existence et à l'entretien d'une aristocratie ouvrière – une élite de travailleurs/euses qui voient leurs intérêts plus ou moins alignés avec ceux des classes dirigeantes, et souvent prête à se désolidariser de la classe ouvrière dans son ensemble.

Cette structure de classe du Canada doit donc être comprise en fonction des caractères capitaliste, colonialiste et impérialiste du pays et à travers les contradictions suivantes : 1) la contradiction entre la classe ouvrière et la classe capitaliste; 2) la contradiction entre colonisateur et colonisé; 3) la contradiction entre le cœur du prolétariat et l'aristocratie ouvrière. Les deux premières contradictions sont antagoniques, alors que la troisième est parfois antagonique, parfois non-antagonique. La première contradiction définit le capitalisme en général; la deuxième définit le colonialisme en général, et la troisième définit le moyen par lequel le privilège d'impérialiste génère une composition particulière de la classe ouvrière au sein des pays du centre du capitalisme.

## Le Canada est capitaliste

Le capitalisme est un système d'exploitation et de misère qui ne peut pas, par sa propre logique, être humanisé. Sa structure de classe sous-jacente empêche son humanisation, parce qu'une

classe va nécessairement parasiter une autre classe qui fait tout le travail produisant la base matérielle nécessaire à l'existence du Canada. La première classe est la classe capitaliste, la seconde est la classe ouvrière. Ces deux positions de classe sont elles-mêmes remplies de contradictions dû au fait que le Canada est aussi un pays colonialiste et impérialiste, et dû au fait également qu'il existe d'autres systèmes d'oppression (racisme, sexisme, hétérosexisme, etc.) qui nous ont soit été légués par le colonialisme et l'impérialisme ou proviennent d'époques révolues. Ces systèmes d'oppression affectent la composition de la classe ouvrière et de la classe capitaliste, mais en dernière analyse la logique exploiteuse et miséreuse du Canada revient à la contradiction capitaliste vs travailleur/euses qui définit le capitalisme comme mode de production.

Au Canada, 20% de la population vit dans le besoin sur une base permanente. Des millions de personnes se retrouvent sans emploi ou à travailler à maigre salaire, surtout les jeunes, les femmes, les immigrant.es et les peuples autochtones. L'écart entre riches et pauvres augmente constamment. En 1960, 20% des citoyens les plus riches possédaient 30 fois ce qu'avaient les 20% les plus pauvres. En 1994, ce ratio avait augmenté à 78.6 fois. Pendant que les riches n'arrêtent pas de s'enrichir, les pauvres ne font que s'appauvrir. Toute la richesse créée dans la dernière décennie a été captée par les 5% les plus, ce qui faisait qu'en 2014, les 86 individus les plus riches détenaient plus de richesse que 11.4 millions de pauvres au pays.

L'usine capitaliste est une prison où les travailleur/euses se font exploiter pour le bénéfice des patrons. Ces lieux de travail nous amènent les maladies mentales et les blessures. Dans les lieux de travail les plus exploités, là où on trouve le cœur du prolétariat, il n'y a pas de liberté d'expression pour les employé.es; ils/elles doivent tout simplement réaliser les tâches pour lesquelles ils/elles se font payé. Pour les capitalistes, un travailleur magané est comme une pièce d'équipement endommagée. Pour eux, ça représente seulement une légère hausse dans la colonne des dépenses. Une travailleuse tuée à l'ouvrage ne représente rien pour un capitaliste parce qu'il pourra la remplacer parmi des centaines de milliers de sans-emploi.

Les perturbations massives (crises, faillites d'entreprise, etc.) causées par ce système de misère expliquent l'existence d'une énorme «armée de réserve du travail»; des travailleurs/euses sans-emploi à la recherche de travail. De telles perturbations «libèrent» des groupes de population au complet et les prépare à l'exploitation capitaliste. Ensuite, grâce à la compétition, les entreprises qui utilisent le plus de production mécanisée s'étendent le plus, jetant de plus en plus de travailleurs/euses à la rue. Ce n'est pas la machinerie cependant, mais la force de travail exploitée qui permet aux capitalistes de faire des profits. Cela veut dire que le taux de profit – le montant de profit gagné par rapport au capital investi – est sur une pente descendante à mesure que la technologie continue d'être développée. Pour prévenir cette chute des profits, les entreprises fusionnent entre elles, ce qui à son tour provoque plus de chômage. Et pour les travailleurs/euses qui gardent leur emploi, ça veut dire qu'il faut travailler plus fort pour assurer la productivité. L'embauche de nouveaux travailleurs/euses s'arrête dans un tel contexte. Et pendant ce temps, les autres entreprises jouent le même jeu pour ne pas perdre de terrain.

L'exploitation des travailleurs/euses a des limites physiques: c'est pourquoi il faut produire toujours plus de machinerie. Cette tactique permet aux capitalistes de survivre plus longtemps. Pour plusieurs entreprises, les nouveaux investissements se révèlent de moins en moins profitables, le plus souvent parce qu'elles doivent vendre dans un marché de plus en plus congestionné. S'ensuivent les faillites, les fusions et le chômage. Après une autre crise économique, les plus forts survivent avec assez de capital pour pouvoir reproduire le cycle qui les a menés à ce cul-de-sac.

Il ne s'agit pas cependant d'un processus unilatéral. Les travailleurs/euses résistent spontanément aux tentatives de leurs patrons pour siphonner de plus en plus de richesse de leur travail. Parfois, ces luttes deviennent plus organisées et se transforment en grèves ou d'autres formes d'arrêt de travail. Ces luttes de la classe ouvrière peuvent ensuite prendre des formes plus organisées et une expression politique avec la formation de partis de la classe ouvrière, d'autres luttes sociales, et éventuellement, la révolution. La lutte des classes – soit la lutte entre la classe ouvrière et la classe capitaliste pour le contrôle de la richesse – est un aspect incontournable de la société capitaliste.

Il faut ajouter à cela le problème de la gestion de l'environnement, qui est intimement lié à l'ordre capitaliste; chaque désastre environnemental est provoqué par des intérêts économiques liés à la recherche du profit. Malgré les prétentions des écologistes bourgeois voulant les enjeux environnementaux se situent au-delà des intérêts de classe, qu'ils représentent une «cause commune» partagée par tous et toutes et que tous les modes de production causent la destruction et la pollution au même degré, nous devons au contraire souligner que le problème de la durabilité environnementale provient uniquement du mode de production capitaliste. Le fait que le capitalisme détruise la vie humaine et l'environnement ne devrait pas nous surprendre : sa recherche malade de profit ne connaît aucune limite et ne le fait pas hésiter à détruire l'écosystème. On détruit ainsi des milliers d'hectares de forêt, on détourne des rivières, et on pollue les océans simplement pour prélever les ressources naturelles de leurs lits pour générer des profits.

## **Le Canada est colonialiste**

Le Canada, comme les autres États fondés par le colonialisme européen, a été bâti sur la violence, l'exploitation et l'oppression des nations autochtones. Avant l'arrivée des colons blancs au Canada, de millions de personnes vivaient sur ce territoire. L'arrivée des Français et des Anglais, qui ont amené la guerre et les maladies, a porté un dur coup aux populations des Premières Nations, menant la majorité au massacre. Ce processus constitue, et jusqu'à aujourd'hui, un génocide. Dans certains cas, c'est jusqu'à 80%, 90% ou même 95% des membres de communautés autochtones qui ont péri, oblitérant ces sociétés et leur capacité à se reproduire.

Le résultat est que maintenant, les habitants originaux de ce territoire ont été acculés à une existence précaire: leurs conditions de vie sont caractérisées par la pauvreté et la misère; leur espérance de vie est de huit ans de moins que la moyenne canadienne; leur mortalité infantile est deux fois plus élevée que dans le reste de la population canadienne; leurs jeunes ont sept fois plus de chance de commettre le suicide. Dans la plupart des régions, le taux de chômage est trois, voire quatre fois plus élevé que la moyenne canadienne. Les conditions de vie sur les réserves

sont difficiles, et le gouvernement canadien n'a jamais voulu résoudre ce problème. Le développement des luttes autochtones et leur radicalisation, de même que l'impasse constitutionnelle et le cul-de-sac des négociations sur leurs droits territoriaux atteignent des niveaux explosifs.

Pour en revenir au problème de la destruction environnementale causée par le capitalisme, dans les pays de colonie de peuplement comme le Canada, ce sont les territoires des peuples autochtones qui sont au premier chef pillés pour leurs ressources naturelles : l'État canadien fait la promotion des sites d'extraction pétrolière, des mines d'uranium, des barrages hydro-électriques, toutes des infrastructures qui polluent les territoires de chasse et pêche des autochtones. Après leur avoir empêché de développer leur propre territoire et avoir détruit leur environnement, le capital colonial canadien n'offre d'autre solution à ces nations que d'être entassées dans des réserves et réduites à la misère.

Tout cela affecte la structure de classe, et donc la lutte des classes, au Canada. Dans le cas des nations coloniales blanches, étant donné que les forces productives sont socialisées (bien que l'appropriation demeure privée), la lutte des classes s'effectue entre la classe ouvrière et la classe capitaliste entière. Quand les forces productives ne sont pas socialisées, les alliances de classe ne sont pas les mêmes. Étant donné que la Loi sur les Indiens et la dépendance économique (imposée) envers l'État canadien, on retrouve beaucoup d'autochtones de classe ouvrière mais le type d'activité économique à laquelle ils/elles s'adonnent est différent de celle de la classe ouvrière coloniale.

Le système des réserves maintenu en place par la Loi sur les Indiens est issu de la création d'une classe capitaliste bureaucratique qui reçoit son pouvoir non pas de l'activité économique interne des nations autochtones, mais plutôt d'un transfert de paiements du gouvernement fédéral. Cette classe capitaliste bureaucratique est composée des chefs de bande, des cadres et fonctionnaires de l'appareil administratif sur les réserves et de quelques gens d'affaires qui commercent essentiellement avec les conseils de bande et/ou l'État canadien. Même s'il est possible que dans certaines communautés, où le petit capital local est en meilleure position, il puisse y avoir une certaine émancipation du gouvernement fédéral, il y a aussi une tendance à ce que les autorités politiques locales dominent leurs communautés.

Cette classe capitaliste bureaucratique est dans son ensemble une classe de compradors, dans le mesure où elle adopte une posture pro-coloniale et pro-impérialiste. L'Assemblée des Premières Nations est un groupe de lobbying qui applique de la pression sur l'État canadien; elle ne cherche pas à établir de nouvelles institutions économiques et politiques autochtones, encore moins à suivre une voie révolutionnaire vers la libération totale des peuples autochtones. Parmi les capitalistes bureaucrates autochtones, cependant, il peut se trouver des éléments qui ne sont pas compradors. Ces éléments pourraient même être appelés à appuyer des luttes révolutionnaires.

Il est clair dans tous les cas que le Canada demeure engagé dans la voie colonialiste, et donc son capitalisme est également un capitalisme colonial. Pour cesser d'être un État colonialiste, le Canada devra soit poursuivre ses crimes contre l'humanité en anéantissant complètement ses populations colonisées, soit en restituant tous les territoires et les ressources naturelles sur lesquels habitent les nations autochtones restantes. La première voie, une odieuse solution finale

qui était possible dans les premiers jours du capitalisme, est rendue impossible par la résistance autochtone et perturberait même la sensibilité libérale de la majorité des Canadien.nes. Cela ne veut pas dire que le capitalisme colonial canadien n'oserait pas compléter le génocide qu'il a commencé dans les premiers jours du peuplement colonial, mais seulement qu'il se trouve obligé de le faire d'une manière lente et insidieuse: en empoisonnant les sources d'eau, en forçant l'assimilation, en détruisant les institutions autochtones, et tout ce que les éléments radicaux des communautés autochtones sont en train de résister héroïquement. La seconde voie, celle de restituer les terres et les ressources naturelles aux communautés autochtones en reconnaissant enfin le droit des peuples autochtones à l'auto-détermination entière et sans concession, est elle aussi empêchée par la logique capitaliste-coloniale puisque cela signifierait la fin de l'existence du Canada, et la perte d'énormes pans des ressources naturelles dont dépend la classe capitaliste dirigeante. Bref, il ne peut y avoir de justice durable ou d'auto-détermination pour les peuples autochtones sans mettre fin au Canada

## **Le Canada est impérialiste**

Nous sommes à l'ère de l'impérialisme: un stade décadent du capitalisme. Plus longtemps le capitalisme continuera à exister, plus il étendra le chaos à travers le globe: la destruction de l'environnement et des vies humaines à travers les guerres, le chômage, l'intensification de l'exploitation et les famines.

Le noyau des gros impérialiste de la classe capitaliste canadienne, qui contrôlent de larges pans du capital financier (le capital banquier qui contrôle le capital industriel), sont aux commandes de la puissance impérialiste du Canada. Le capital financier canadien est l'un des plus concentrés au monde: les cinq plus grandes banques à charte canadiennes contrôlent 80% du marché; qui plus est, à peine 1% de toutes les compagnies canadiennes (soit moins de mille) contrôlent plus de 80% des actifs du pays. En 1992, 42 groupes parmi les 988 plus grandes entreprises canadiennes contrôlaient les deux tiers des investissements directs canadiens à l'étranger. Sept ans plus tard, ces investissements totalisaient 240 milliards et n'ont cessé d'augmenter. Au cours du dernier quart de siècle, les capitalistes monopolistes canadiens ont fait des gains considérables. Les actifs des grandes compagnies canadiennes à l'étranger (i.e. Banque Scotia, Barrick Gold, etc.) ont dépassé les actifs domestiques. À la lumière de ces chiffres, il serait absurde de ne pas voir le Canada comme un pays impérialiste.

À la maison comme l'étranger, même constat : le colonialisme de peuplement ici, le néo-colonialisme là-bas; le néo-colonialisme à l'étranger renforçant le colonialisme de peuplement à la maison – une nation oppressive va tendre, si elle en a les moyens, à agir comme nation oppressive à l'étranger pareillement. Tout comme la persistance du colonialisme affecte la structure de classe du Canada, sa position impérialiste dans le système mondial fait de même. Au niveau du système-monde impérialiste, il y a donc une contradiction entre l'impérialisme et les masses opprimées. Cette contradiction mondiale se répercute en des contradictions internes au sein de la classe ouvrière canadienne elle-même.

Une partie des super-profits obtenus par l'exploitation impérialiste est utilisée pour apaiser de larges pans de la classe ouvrière canadienne – rendant possible au passage la sociale-démocratie, le syndicalisme légal, et un style de vie confortable – et faisant naître une aristocratie ouvrière

qui s'enligne consciemment avec le sort de l'État canadien. Même si ces travailleurs/euses ont un statut précaire (étant donné le caractère très compétitif et changeant de l'impérialisme), ils/elles pourront être appelé.es à rejoindre le camp de la révolution – mais pour l'instant, cette aristocratie ouvrière a un intérêt certain à défendre le système capitaliste, et ce serait donc une erreur de la considérer comme le cœur du prolétariat.

## **Conclusion**

La misère de la majorité réside dans l'ADN même de la société canadienne. Le Canada est un pays colonialiste fondé avec et maintenu par le génocide des peuples autochtones. C'est un pays capitaliste, où une petite minorité, la classe capitaliste, s'enrichit aux dépens d'une grande majorité, la classe ouvrière. Et c'est un pays impérialiste, d'où la classe capitaliste sème la misère à travers le monde. C'est pour toutes ces raisons, et d'autres encore, que nous disons:  
**Fuck le 150°!**